Intervention d'Alain Lambert
4 juin 2002 – Gérardmer
<u>Réunion publique de Jean-Paul Didier</u>

Chers amis,

C'est Christian Poncelet, président du Sénat auquel me lie une grande amitié qui m'a donné rendez-vous à Gérardmer. J'ai eu la joie de siéger sous sa présidence, et de lui succéder à la présidence de la Commission des finances.

<u>Ma conception de la politique : affirmer la primauté du politique</u>

Dire l'état d'esprit qui m'habite suite à mon entrée au gouvernement :

- travailler au service du pays, en dehors de tout esprit de chapelle,
- engager les réformes nécessaires et urgentes et si longtemps différées,
- préparer l'avenir pour offrir à nos enfants un niveau de vie au moins égal au nôtre,

La démocratie vaut bien que nous nous réunissions tous. Parlons ensemble de la chance que nous avons de pouvoir choisir librement nos représentants.

L'échec de Lionel Jospin est d'abord celui de son gouvernement.

> *Je n'ai pas envie de m'excuser que Lionel Jospin n'ait pas été qualifié au 2e tour le gouvernement. Que l'on ne nous reproche pas son échec dont il est seul responsable. Il n'a rien fait de son temps – 5 ans – et le temps en politique est rare et précieux. Il n'a rien fait de la croissance ;*

<u>Tout a été différé</u>

Tout a été différé : la réforme de l'Etat, la réforme des retraites, l'assainissement financier . « Prendre à bras le corps les problèmes et engager les réformes de fond, voilà la responsabilité du politique »

Quelle Europe voulait-il ? l'Europe de Robert Hue ou celle des socialistes libéraux comme Laurent Fabius ?

Quelle marge de manœuvre financière : Le délabrement des finances publiques : envolée de la dette, des dépenses. L'audit complet sera rendu public le 26 juin :

Quelle politique d'infrastructures de transports voulait-il ? Celles de Dominique Voynet ou de Jean-Claude Gayssot ?

Il ne représentait pas la France. Son échec est la loi de la démocratie. Je n'en porte pas le deuil.

Les enjeux

Les grands chocs à relever :

- *le choc démographique*, annoncé depuis des années. Les rapports s'accumulent, plus haut que la salle. Les retraites, le coût lié à l'allongement de la vie.

  Notre premier devoir : y répondre et engager les nécessaires réformes : réduire les dépenses pour financer les nouvelles dépenses incontournables. Pour financer ce coût, il faudrait tripler l'impôt sur le revenu.

  L'exercice budgétaire : laisser une marge pour ces dépenses incontournables. ***Un travail de devoir, d'honneur***

- *le choc des technologies* (abolition de la distance, des frontières avec les nouvelles technologies). Tous les territoires entrent en concurrence et en même temps deviennent à égalité de chances. Chaque activité est concernée : l'écrit, l'image et le son se transportent à la vitesse de la lumière ; mais aussi les activités industrielles avec les machines de pilotage à distance en cours de développement.

- *Le choc institutionnel* : La France seule pèse peu à l'échelle du monde (poids de la population mondiale). Elle doit pour s'affirmer appartenir à l'Europe, dans un ensemble performant.

  Si nous sommes bons, nous gagnerons. Si nous sommes mauvais, nous perdrons.
  Comment être mauvais ? Par le poids des règlements, des taxes …
  Comment être bon ? Par le courage, le travail, la détermination.

L'engagement du nouveau gouvernement

Le gouvernement actuel agit. Sa volonté réformatrice s'affirme avec une vigueur sans précédent.
Ses priorités pour rétablir la confiance :

- ***Restaurer l'autorité*** sans excès, mais sans faiblesse, après des années de laxisme :

Est-ce trop demander que les enfants doivent respecter leurs parents, que les enfants doivent respecter leurs enseignants, que l'on doive respecter l'agent de police … Restaurer l'autorité de l'Etat : ne pas laisser impunis les infractions et les délits.

La société dans laquelle je souhaite vivre : celle où l'on se respecte l'un l'autre.

Le discours socialiste : la faute en revient à la société, voire à la victime elle-même. Et la responsabilité individuelle n'est-elle pas le corollaire de la liberté. Sans responsabilité, pas de liberté.

- ***Rétablir le dialogue social***

Les socialistes ne sont pas les champions du dialogue social.

Un comble que Marc Blondel se dise plus satisfait de sa première rencontre avec Jean-Pierre Raffarin qu'après cinq ans de contacts avec Lionel Jospin.

Martine Aubry pour fixer les modalités de la loi sur les 35 heures n'est pas sortie de son bureau. Imaginez qu'elle ait décidé que nous mangions désormais tous à la même heure.

Le ras-le-bol des Français pour ces personnes qui s'instituent des personnes supérieures, qui décident pour le bon peuple et le bon peuple doit être satisfait.

- ***Libérer les forces vives de la Nation*** *:*

Un constat : la France est le pays où l'on travaille le moins et où l'on paie le plus d'impôts !

Réhabiliter le travail. Battez-vous pour cela. N'acceptez pas une société d'assistance.

Réaffirmer que le travail est une valeur. Celui qui travaille, qui entreprend doit être reconnu.
Il fait rétablir la liberté de réussir, d'être champion de sa discipline. La France doit être championne du monde.

- la baisse des impôts et des charges : un engagement essentiel du gouvernement qui sera tenu car ils sont aujourd'hui écrasants. Leur baisse soutiendra la croissance, la création de richesse en stimulant la volonté d'entreprendre et de travailler

- l'arrêt des tracasseries administratives par l'abrogation, lors de la prochaine législature, du quart des normes législatives et réglementaires.

- l'assouplissement des 35 heures pour ne pas pénaliser ceux qui veulent travailler plus et gagner plus.

Le risque de dérive technocratique est endigué. Mais éviter à tout prix la cohabitation. *S'il fallait ne tenir qu'un enjeu pour cette élection législative, je dirai :*

La cohabitation : « plus jamais cela ! »

Je cite Olivier Schrameck, directeur de Cabinet de Lionel Jospin pendant cinq ans, l'un des meilleurs observateurs et un grand juriste :
« Il n'est pas pire situation pour notre pays qu'un pouvoir exécutif divisé contre lui-même ».
ou encore : « La France à deux voix est le pire des régimes pour notre pays ».

Croyez le. Ce système est mortel. Je vous laisse imaginer un Conseil municipal où il y a d'un côté le maire, de l'autre les élus.

Qui commande ? Observez l'expression des étrangers, médusés, quand lors des sommets européens le pdt et le premier ministre tiennent chacun leur propre conférence de presse, en affichant des positions différentes.

Donner une vraie majorité au président

Le choix des électeurs doit être clair, sans ambiguïté sous peine du risque d'un désordre institutionnel et de paralysie du pays. Une forte cohésion est nécessaire à la tête de l'exécutif, en harmonie avec l'Assemblée nationale.

Il faut *donner une vraie majorité au président*, lutter contre l'abstention et l'éparpillement des voix

Il faut soutenir dans chaque circonscription le candidat qui soutient le président.

Jean-Paul Didier soutient Jacques Chirac et a le soutien de l'Union pour la majorité présidentielle.

Appel à voter pour Jean-Paul Didier